



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

Edinburgh Research Explorer

Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des printemps arabes

Citation for published version:

Volpi, F 2019, 'Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des printemps arabes', *L'Année du Maghreb*, vol. 21, pp. 27-36.
<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5039>

Digital Object Identifier (DOI):

[10.4000/anneemaghreb.5039](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5039)

Link:

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Published In:

L'Année du Maghreb

General rights

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact openaccess@ed.ac.uk providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



CNRS EDITIONS

L'Année du Maghreb

21 | 2019 :

Dossier spécial : Quand l'Algérie proteste

Quand l'Algérie proteste

Penser la contestation au Maghreb

**Le mouvement protestataire
algérien de 2019 à la lumière de**

la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes

The 2019 Algerian protest movement in the light of social movement theory and the Arab uprisings

FRÉDÉRIC VOLPI

p. 27-36

Résumés

Français English

Le mouvement de contestation de 2019 en Algérie est-il un mouvement social «exceptionnel»? Si oui, quels sont les critères qui le distingue des autres? Ou alors, cette vague de mécontentement n'est-elle qu'une variante des mouvements des «printemps arabes» de 2011? La théorie des mouvements sociaux propose différentes grilles de lecture pour donner un sens à ces phénomènes de mobilisations, ainsi qu'à leurs conséquences politiques. Bien que ces perspectives analytiques n'aient été systématiquement appliquées aux sociétés du Maghreb et du Machrek que depuis peu, leurs ressources méthodologiques et analytiques apportent un éclairage utile sur des événements, tels que la mobilisation actuelle en Algérie. Elles permettent d'élucider et de structurer à des degrés différents, tant ce qui constitue la particularité du mouvement algérien de 2019, que ce qui correspond aux processus génériques des mouvements protestataires. Dans cette perspective cette contribution vise à replacer ce mouvement dans le champ plus large des mouvements sociaux pour souligner tant les trajectoires les plus probables

de ces mobilisations que leurs aspects novateurs par rapport à la reconfiguration de la gouvernance autoritaire dans le pays.

How exceptional is the 2019 social unrest in Algeria? If it is exceptional what are its characteristics? Alternatively, is this wave of discontent merely a variation of the movements of the 2011 Arab Uprisings? Social movement theory proposes different frameworks to make sense of these mobilizations and their political outcomes. Although these analytical perspectives were only recently systematically applied to the Middle East and North Africa, their methodological and analytical tools bring some useful insights on events like the current wave of mobilization in Algeria. They help structuring and explaining to varying degrees what constitutes the specificities of the 2019 Algerian movement and what represents generic processes of protest movements. In this light, this contribution seeks to reposition this particular movement within the larger field of social movements in order to highlight its likely trajectory as well as its novel character in relation to the reconfiguration of authoritarian governance in the country.

Entrées d'index

Mots-clés : Théorie des mouvements sociaux, structure des opportunités politiques, ressources, cadrage.

Keywords : Social movements theories, resources, Political opportunity structures, framing.

Texte intégral

À propos des mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient :

perspectives théoriques

- 1 Comment positionner le mouvement de contestation qui a émergé en Algérie en 2019 à l'aune des printemps arabes de 2011 et des mobilisations régionales qui ont suivi tout au long de cette décennie? Par-delà les « Printemps arabes », qui ne représentent évidemment qu'un aspect des mobilisations sociales qui se manifestent tant en Algérie que dans les autres pays du Maghreb et du Moyen-Orient durant la période contemporaine, il s'agit de comprendre de quoi ces mouvements sont l'expression. Et plus particulièrement, comment contribuent-ils à transformer les relations entre État et sociétés et entre gouvernants et gouvernés ?
- 2 La théorie des mouvements sociaux, ou plutôt les différentes approches théoriques qui animent ce champ de recherche, proposent des cadres bien spécifiques pour comprendre les dynamiques de tels mouvements. Les perspectives les plus « traditionnelles » s'articulent autour des notions de mobilisation des ressources, de structure des opportunités politiques, ainsi que de l'idée du cadrage (*framing*). La notion de cadrage est particulièrement pertinente car elle souligne l'importance des entrepreneurs de mobilisation dans la construction d'un schéma d'interprétation qui identifie une possibilité de changement pour laquelle les participants peuvent se mobiliser (Snow et Benford, 1992). Il est notable cependant que ces concepts ont été principalement développés à travers l'étude des mouvements sociaux au sein des démocraties libérales d'Europe et d'Amérique du Nord. Jusqu'à récemment ils n'ont été que peu testés au prisme des pays émergents et des régimes autoritaires. Ce n'est que depuis les années 1990, que les chercheurs travaillant sur le Maghreb et le Moyen-Orient mobilisent les théories des mouvements sociaux pour évaluer les dynamiques sociales et politiques des pays arabes (Jasper et Volpi, 2018).

- 3 Au début des années 1990, il y avait un consensus assez large aux Etats-Unis, le centre de gravité de ces théories, sur la façon d'étudier les mouvements sociaux et les processus de contestation politique. La synthèse dominante se fondait sur une évaluation du contexte politique en termes d'une « structure des opportunités » objective, sur une analyse des mécanismes de mobilisation basée sur les ressources de différents réseaux sociétaux, et sur la prise en considération des cadrages culturels qui donnait sa tonalité spécifique à chaque cas. Cette synthèse est bien illustrée dans l'ouvrage collectif de McAdam, McCarthy et Zald (1996), *Comparative Perspectives on Social Movements*. Centrés sur les pays occidentaux, les perspectives théoriques ainsi développées n'ont pris en compte que très peu d'éléments empiriques des mouvements sociaux présents tant dans les pays émergents de manière générale, que dans le monde arabe, en particulier.
- 4 Les années 1990 sont donc aussi le moment où les spécialistes des mouvements sociaux ont commencé à réfléchir à l'applicabilité de leurs analyses à des mouvements sociaux « mauvais » (*ugly movements*), comme les présente alors Sydney Tarrow (1994, p. 14), en s'appuyant sur des mobilisations ethno-nationalistes, religieuses, ou encore racistes. D'où l'interrogation suivante : ces formes de mobilisation, désormais omniprésentes dans de nombreux pays arabes et ex-communistes, considérées par certains comme antithétiques du « progressisme » des mouvements sociaux « traditionnels » (syndicats, défense des libertés, écologie, etc.) sont-elles complètement « solubles » dans la théorie de mouvements sociaux ?
- 5 Bien que les spécialistes du monde arabe et musulman aient longtemps étudié ce type de mouvements et de mobilisation, les premières recherches appliquant systématiquement les perspectives de la théorie des mouvements sociaux sont mises en place à la fin de la décennie 1990. Certains travaux sur des mouvements islamistes phares, comme les Frères Musulmans, tendent à démontrer que non seulement les

mouvements religieux dans la région n'ont pas un caractère exceptionnel, mais qu'ils mobilisent et évoluent selon les modalités décrites par les analyses traditionnelles des mouvements sociaux. Munson (2001) utilise la notion de structure des opportunités politiques pour proposer une explication de la trajectoire des Frères Musulmans en Égypte durant leur période de formation. Wickham (2002) fait de même pour expliquer la résilience de leur organisation au fil du temps et utilise la perspective de la mobilisation des ressources pour expliquer les évolutions spécifiques du mouvement à différentes périodes. Pour Hafez (2003), même les dérives sanguinaires du Groupe Islamique Armé (GIA) en Algérie ne sont compréhensibles qu'à travers une étude de leurs structures de mobilisation, qui ont contribué à les couper du reste de la société, et une analyse de leurs cadres identitaires justifiant la nécessité des actions violentes.

- 6 Si la théorie des mouvements sociaux commence à être de plus en plus utilisée dans les années 2000 pour analyser les dynamiques de mobilisation dans les pays arabes et musulmans (et au-delà), le champ d'études empirique que constituent les pays et mouvements de la région ne sont toutefois pas le plus souvent générateur d'idées et de questionnements théoriques nouveaux. Alors qu'au cours de ces années, les débats internes au champ de la sociologie contribuent à déplacer le centre de gravité de la théorie des mouvements sociaux d'une approche structuraliste (ex. McAdam, Tarrow, et Tilly, 2001) vers des modèles plus interactifs et intersubjectifs incarnés dans l'interactionnisme de Jasper (2010) ou de Fillieule (2010), le Maghreb et le Moyen-Orient ne sont guère une source d'inspiration pour réviser les théories au miroir des expériences régionales. Cependant, on notera que les approches interactionnistes et intersubjectives émergent dans l'ouvrage collectif de Wiktorowicz (2003), *Islamic Activism : a Social Movement Theory Approach*, qui les réunit sans toutefois les synthétiser. À cette même période, l'auteur probablement le plus innovateur en termes d'utilisation d'exemples régionaux pour développer de nouvelles perspectives d'analyse

est Charles Kurzman (1996, 2004, 2008). Il propose un modèle intersubjectif basé sur l'expérience vécue des acteurs révolutionnaires en Iran pour construire des catégories d'analyse des mouvements protestataires dans la région et au-delà. Pour lui, ce qui peut donner le sentiment que la mobilisation de la société iranienne en 1979 est exceptionnelle tient moins au caractère soi-disant exceptionnel de ladite société qu'aux questions et modes d'évaluations proposés par une théorie structuraliste qui ne laisse que peu de place au choix des acteurs eux-mêmes. Dans ces perspectives intersubjectivistes bien plus que dans les approches structuralistes, les mobilisations sociales dans le monde arabe et musulman ne paraissent pas exceptionnelles ; ou tout du moins leurs particularismes ne sont pas plus un défi théorique que ne le sont les particularismes d'autres sociétés et mouvements contestataires dans d'autres parties du monde.

- 7 Une interrogation latente court tout au long des années 2000 concernant les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : comment expliquer l'apparente incapacité des mouvements sociaux de la région à transformer de manière significative les politiques étatiques des régimes autoritaires dans lesquels ils opèrent ? Si exceptionnalisme il y a, il est principalement dû à l'échec répété de formes de mobilisations qui ont eu du succès ailleurs. L'argumentaire de Bayat (2007, 2010) sur le « post-islamisme » et les « non-mouvements » s'articule autour de ce questionnement. D'une part, il affirme que les régimes autoritaires « durs » de la région et un climat international peu favorable aux acteurs islamiques ont poussé ces derniers à réviser leurs objectifs à la baisse et à avoir des positions plus accommodantes envers les régimes ; le post-islamisme devient alors moins mobilisateur et un vecteur de changement moins important. D'autre part, il suggère que nombre de changements prennent place « sous le radar » de la politique étatique officielle en raison de la résistance passive de la population et la pression qu'elle exercerait de manière diffuse et non organisée, mais soutenue, sur la

gouvernance institutionnelle locale. Ces « non-mouvements » sans organisateurs ni idéologies clairement établis pousseraient à des réformes du système politique et institutionnel que ne peuvent pas envisager des mouvements plus structurés du fait de la répression.

- 8 Bien que les propositions de Bayat apportent quelques éclairages nouveaux sur la situation dans la région, elles ne changent cependant pas fondamentalement la nature de l'analyse de ces mobilisations et de leur impact. Après tout, l'islamisme est une idéologie dynamique et les mouvements islamistes sont toujours en évolution, quelle que soit la manière dont les chercheurs les qualifient (islamistes ou post-islamistes) (Burgat, 2016). Ces mouvements sociaux, tout comme d'autres formés sur des bases socio-économiques, ethniques, culturelles, etc., qui eux-aussi subissent les rapports de force établis par les régimes autoritaires, peuvent également obtenir de modestes succès au fil du temps (Beinin et Vairel, 2011). Cela a été mis en évidence par de multiples études utilisant la théorie des mouvements sociaux tant durant la décennie 2000 que dans les années 2010, après les printemps arabes (Volpi et Clark, 2019).
- 9 Les mobilisations des printemps arabes de 2011 ont mis en lumière la force et les faiblesses de mouvements non-structurés, tant d'un point de vue organisationnel qu'idéologique. D'une part, ces mouvements protestataires non-structurés ont permis aux acteurs de contourner les mécanismes sécuritaires des régimes autoritaires de la région et de mobiliser plus largement que les mouvements sociaux traditionnels (Volpi, 2017 ; Berriane et Duboc, 2019). D'autre part, passée la phase de mobilisation spontanée initiale qui a mis les régimes sur la défensive, les mouvements institutionnalisés qui ont eux-mêmes été surpris par cette vague de mobilisation sont revenus sur le devant de la scène pour organiser les transformations institutionnelles que le mouvement protestataire seul ne semblait pas capable de réaliser. Les acteurs sociaux organisés qui se sont greffés sur les mouvements protestataires représentent

tout l'éventail des forces sociales de la région, depuis les organisations islamistes jusqu'aux syndicats et partis de gauche, en passant par les acteurs tribaux et le secteur associatif « libéral ». Les mouvements sociaux des printemps arabes ont donc produit et été le produit de combinaisons articulant formes de mobilisation nouvelles et traditionnelles de résistances ainsi que la promotion d'intérêts sociétaux divers. Les spécificités de ces mobilisations récentes, ainsi que d'autres un peu plus anciennes, s'étant produites dans d'autres contextes autoritaires, apportent un éclairage utile pour un cadrage des mobilisations algériennes de 2019.

Les mobilisations algériennes dans une perspective comparative

- 10 La vague de mobilisations algériennes de 2019 présente des caractéristiques communes avec de précédentes mobilisations nationales, régionales et suprarégionales. Ce faisant, c'est la combinaison de ces différentes caractéristiques qui en fait un mouvement social relativement nouveau et atypique.
- 11 Dans une perspective historique, la genèse de la mobilisation algérienne de 2019 est sensiblement différente de celles des mobilisations nationales précédentes, qu'elles soient récentes comme en 2011 lors des printemps arabes, ou plus lointaines lors des événements d'octobre 1988. Des facteurs socio-économiques spécifiques ont joué, à un moment bien précis, un rôle déclencheur de ces mouvements pour une large partie de la population. Or en 2019, bien que la situation socio-économique du pays soit toujours très problématique, ce n'est pas directement un facteur d'ordre économique qui a

déclenché cette mobilisation, mais bien un évènement politique : l'annonce de la candidature du Président Bouteflika à l'élection présidentielle de 2019.

12 Dans cette perspective, le mouvement de contestation du printemps 2019 en Algérie se situe moins dans la dynamique des « Printemps arabes » de 2011 et plus dans celle des « révolutions de couleur » des années 2000 en Europe de l'Est et en Asie centrale. Certes, la vague de contestation de 2011 visait aussi des chefs d'États âgés, au pouvoir depuis longtemps, et essayant d'imposer une succession à la tête de l'État issue de leur propre famille, mais ces éléments n'ont pas été le facteur déclencheur des manifestations. La révolution des Roses en Géorgie (2003), la révolution Orange en Ukraine (2004), et la révolution des Tulipes au Kirghizistan (2005) ont toutes eu, pour cadre principal de la mobilisation, des élections orchestrées par les régimes autoritaires en place pour confirmer leur légitimité et prolonger le statu quo politique. Dans ces cas-là, la manipulation grossière du processus électoral s'est retournée contre les élites dirigeantes, les a délégitimés davantage, et a renforcé l'opposition (Way, 2008). Dans ces circonstances, une mobilisation post-électorale massive a poussé les régimes à revoir le résultat des élections et à concéder plus ou moins facilement la victoire aux partis d'opposition (Bunce et Wolchik, 2010).

13 La mobilisation algérienne de 2019 diffère cependant de ce cadre (ou structure d'opportunités politiques) par deux aspects importants. D'une part, d'un point de vue séquentiel, la contestation s'est organisée en amont de l'élection présidentielle et non pas après le processus électoral comme cela était le cas pour les révolutions de couleur. D'autre part, d'un point de vue organisationnel, le mouvement populaire algérien n'a pas été encadré par des partis d'opposition. Il n'est pas venu non plus en soutien desdits partis dont les dirigeants se seraient présentés comme les nouveaux gouvernants. En effet, par analogie avec les « Printemps arabes », la vague de contestations algériennes s'est appuyée sur des réseaux de mobilisation citoyenne sans hiérarchie préétablie au

niveau national. Ces deux caractéristiques structurent de façon importante la trajectoire de la mobilisation et ses implications politiques et institutionnelles.

14 En Algérie, les partis et acteurs politiques traditionnels n'ayant ni participé au processus électoral ni reçu un soutien franc et direct de la part des manifestants ne peuvent en l'état, se repositionner en tant que gouvernement alternatif au régime actuel. Une sortie de crise de type « révolutions de couleur » n'est donc pas actuellement possible en Algérie. Pour le régime, les conséquences ne sont pas du même ordre que lors de ces transitions politiques, car il n'y a pas d'alternative évidente aux élites dirigeantes. Cependant, la perte de légitimité générée par la contestation autour des élections là-aussi entraîne des changements relatifs au sein même de la coalition gouvernante. Les figures du régime les plus exposés au mécontentement général sont révoquées et utilisées par les élites demeurées en place comme boucs émissaires pour réduire la mobilisation contre le régime. Du point de vue du système étatique en 2019, il n'est pas possible de parler de changement de régime comme dans les situations révolutionnaires, mais plutôt d'un réajustement interne des élites dirigeantes.

15 Cette pratique de renouvellement des élites dirigeantes étant assez courante au sein du régime algérien au fil du temps, avec notamment une rotation des leaders politiques et militaires assez importante dans les années 1990 durant l'insurrection islamiste, les mobilisations de 2019 ont eu à ce jour un impact limité. Du point de vue des acteurs de l'opposition traditionnelle, il n'y a pas de processus de re-légitimation comme lors des révolutions de couleur, car le processus électoral n'est pas un mécanisme qui, en l'état actuel, permet aux partis politiques de jouer un rôle mobilisateur au sein de la population. Cette situation est en partie le résultat d'une trajectoire institutionnelle à moyen-terme de la société politique algérienne. Les partis politiques ont été réprimés et/ou cooptés de façon systématique par le régime, quand ils ne se sont pas

mutuellement attaqués et fragilisés eux-mêmes depuis l'échec de la transition démocratique de 1989-1991.

16 Les dynamiques des printemps arabes de 2011 apportent elles aussi un éclairage spécifique sur le mouvement protestataire algérien de 2019. Comme lors de ces épisodes, la force disruptive initiale du mouvement est générée par une mobilisation populaire non-structurée par des organisations nationales. Cette forme de mobilisation sans « leaders » a permis d'éviter la répression en amont de la part du régime. Celui-ci a été surpris par l'ampleur de la vague de mécontentement et a dû réagir de façon plus ou moins improvisée, notamment en validant *in fine* le retrait du candidat Bouteflika de la présidentielle, puis par la suite en repoussant la date des élections reprogrammées initialement pour juillet 2019. L'absence relative d'acteurs organisés que le régime pourrait réprimer et/ou coopter contraint les élites dirigeantes à s'adresser directement à l'opinion publique et à chercher des solutions politiques qui puissent paraître attractives au mouvement populaire.

17 Cependant, le revers de la médaille de ces mobilisations « spontanées », comme cela a été observé dans la plupart des scénarios des printemps arabes est que les changements institutionnels réclamés par les manifestants nécessitent l'intervention d'organisations structurées (partis, syndicats, etc.) se positionnant en tant qu'interlocuteurs du régime. L'exemple tunisien du Conseil National pour la Protection de la Révolution qui a réuni les différentes composantes de l'opposition, depuis les partis de gauche jusqu'aux islamistes d'Ennahda en passant par le syndicat UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) et les associations des droits de l'Homme, illustre un tel processus de recomposition du champ protestataire (Bras et Gobe, 2017). La capacité de ces organisations à mener à bien des changements politiques et institutionnels est elle-même conditionnée par leur capacité à donner une direction à la

mobilisation populaire, et donc à la perception qu'elles sont légitimes pour parler au nom des manifestants.

18 Deux différences notables avec l'exemple tunisien sont néanmoins visibles dans le contexte des mobilisations algériennes, notamment en ce qui concerne la mobilisation des ressources. D'une part, le régime n'est pas aussi fragilisé que ne l'était le régime tunisien après la fuite de Ben Ali. Les acteurs sécuritaires en particulier, symbolisés notamment par l'omniprésent chef de l'état-major le général Gaïd Salah, contrôlent toujours fermement l'appareil répressif. D'autre part, les organisations d'opposition, plus particulièrement les partis politiques, ne sont pas perçus favorablement par les manifestants et, à l'été 2019, étaient toujours peu enclin à coopérer entre eux.

19 La dimension non-structurée du mouvement protestataire reste donc clairement dominante durant la première moitié de l'année 2019. À titre illustratif d'éléments de cadrage (*framing*), il est notable que les slogans les plus mobilisateurs des manifestations sont généralement tous d'ordre négatif, tant envers le régime qu'envers les autres forces politiques¹. Les slogans dirigés contre les élites dirigeantes proclament : « Non au 5^e mandat » (de Bouteflika), « FLN dégage », « système dégage », puis viennent les « non au 4 B » (Ben Saleh, Belaïz, Badawi, Bouchareb) lorsque Bouteflika se désiste, et finalement les « nous refusons toujours les élections » (organisées par le régime). De même, au début de l'été quand il devient clair que l'élection présidentielle prévue pour juillet n'aura lieu faute de candidats, les slogans les plus communs ne sont toujours pas porteurs de solutions alternatives. Ceux-ci insistent sur le fait qu'il n'y aura « pas de dialogue avec les B », que le *hirak* (le mouvement de protestation) est seulement le « *hirak* du peuple », et qu'il n'a « ni dignitaires ni chefs ».

20 Cette situation se reflète dans le faible engouement populaire en faveur des différentes coordinations créées, de fin juin à fin août, par différents partis politiques et

associations de la société civile pour structurer les propositions du mouvement protestataire en vue d'un dialogue avec le gouvernement de Ben Saleh. Celles-ci incluent notamment la réunion du collectif des acteurs de la société civile du 18 juin, la réunion des partis de l'opposition et de la société civile du 6 juillet, et la rencontre des forces de l'alternative démocratique et du forum national du dialogue du 24 août 2019. Au début de l'automne 2019, le principal défi que la mobilisation algérienne doit relever est de créer une structure représentative à même de porter les revendications du mouvement populaire et de le transformer en un acteur politique capable de négocier avec le pouvoir une sortie de crise. La transformation d'un mouvement non-structuré de type « printemps arabes pacifiques » en acteur politique institutionnalisé, sans pouvoir recourir aux ressources organisationnelles des partis politiques et autres organisations sociales, n'a pas été, dans la région, jusqu'à aujourd'hui un processus couronné de succès.

Quelques perspectives analytiques sur le mouvement social algérien

- 21 *In fine*, comme cela est souligné dans les approches interactionnistes les plus récentes de la théorie des mouvements sociaux, la structure des opportunités politiques n'explique pas en elle-même la dynamique des mobilisations algériennes de 2019. Le régime a développé une approche de l'élection présidentielle de 2019 similaire à celle de la présidentielle de 2014. Mais le recadrage (*reframing*) par la population du processus électoral en amont du scrutin a fait ressortir les faiblesses d'un régime algérien jugé incapable de se renouveler (et de renouveler sa politique). La perméabilité de la

population à de nouvelles critiques formulées à l'encontre du régime et la montée en puissance des manifestations ont mis à nu le régime, qui a alors démontré tant son incapacité à délégitimer le mouvement protestataire que son inaptitude à mobiliser des soutiens populaires en sa faveur. Cette modification de la structure des opportunités politiques a certes permis à la mobilisation de pousser au départ certains gouvernants, mais elle a surtout donné l'occasion à d'autres élites dirigeantes de réorganiser à leur profit le régime. Bien que le régime dans son ensemble ait été, pour partie, déstabilisé par la mobilisation populaire et les règlements de compte internes subséquents, une fois les rééquilibrages opérés, la fenêtre des opportunités pour le mouvement protestataire a tendance à se refermer. En cette rentrée de septembre 2019, on assiste à un retour au point de départ de la contestation, autrement dit, l'organisation d'élections respectant les critères de transparence et sincérité. Dans cette perspective, il convient de garder à l'esprit que lesdites élections pourraient créer une nouvelle structure des opportunités politiques, à l'instar de qui s'était passé dans les pays ayant connu « des révolutions de couleur », au cas où le régime manipulerait, de manière grossière, le processus électoral.

22 La mobilisation des ressources modèle en creux les mobilisations populaires de 2019. Les possibilités des manifestants de continuer à se mobiliser dans la durée et du régime de gérer la situation au fil du temps dépendent de l'évolution de leurs moyens d'action. Le caractère épisodique et pacifique du mouvement n'implique pas, en termes de gestion de la situation, de fortes contraintes sur le régime. À l'opposé de ce qui c'était produit dans beaucoup de scénarios des printemps arabes, la mobilisation algérienne de 2019 n'a pas entamé, de façon significative, les ressources économiques et sécuritaires du régime. Dans cette optique, le *hirak* algérien ressemble au mouvement du 20 février au Maroc, bien que la mobilisation algérienne soit beaucoup plus conséquente par sa taille (plusieurs millions de participants alors que le cas marocain

n'a guère dépassé les 300 000 personnes). Par conséquent, le régime peut se contenter de gérer la situation dans la durée. Il n'est pas obligé de développer en urgence de nouvelles politiques ou initiatives pour réduire rapidement l'ampleur et l'impact des manifestations. Seule une réorientation du mouvement protestataire vers une action de type désobéissance civile et/ou des actions plus violentes envers les institutions forceraient le régime à mobiliser plus de ressources, et à révéler ainsi ses capacités d'action réelles tant au niveau économique que répressif. Ce scénario mettrait également en lumière les ressources organisationnelles et économiques limitées dont dispose le mouvement protestataire. Certes, le caractère limité desdites ressources n'est pas particulièrement problématique pour des rassemblements pacifiques hebdomadaires, mais en revanche, une accélération et/ou une radicalisation du mouvement nécessiterait obligatoirement une capacité à mobiliser de nouvelles ressources de la part des manifestants, ce qui reste fortement hypothétique.

23 Finalement, le cadrage (*framing*) a un impact important sur la dynamique des interactions entre le régime et le mouvement protestataire depuis le début de la mobilisation. Les porteurs de la dynamique mobilisatrice initiale ont construit une représentation de la situation dans laquelle la reconduction au pouvoir par l'élection du président Bouteflika et les élites le soutenant est apparu comme le scénario à éviter – les manifestants se sont accordés sur ce diagnostic de la situation (*diagnosis framing*) ce qui leur a permis de s'entendre sur la nécessité de l'action (*motivational framing*). Ce processus de cadrage est allé en s'amplifiant (*frame amplification*) au cours des semaines : ce schème d'interprétation a résonné, de plus en plus, au sein de la population et a contribué à élargir le champ des élites qui faisaient partie du « problème ». Dans ce cadre d'interprétation anti-régime généralisé, les acteurs sécuritaires se sont souvent retrouvés dans une position ambiguë : les slogans initialement plutôt positifs envers le chef de l'état-major sont devenus plus négatifs au

fil du temps, quand celui-ci s'est repositionné comme un acteur central du régime. Des slogans, certainement plus tactiques, du type « le peuple et l'armée sont frères » ont persisté au cours du temps. Cependant les cadres d'interprétation proposant des solutions de sortie de crise ont été notablement absents des mobilisations algériennes, au moins jusqu'en septembre 2019, moment où j'écris ces lignes. Cette situation est liée aux ouvertures et fermetures des opportunités politiques générées par le régime lors de ses recompositions internes, ainsi qu'au manque de ressources organisationnelles du mouvement où aucune organisation et aucun leader phares sont en état de proposer une feuille de route pour un changement politique.

Bibliographie

BAYAT Asef 2010, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press.

BAYAT Asef 2007, *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford, Stanford University Press.

BEINEIN Joel et VAIREL Frédéric, 2011, "Introduction. The Middle East and North Africa: beyond classical social movement theory", in BEININ Joel et VAIREL Frédéric, (dir.), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press.

BERRIANE Yasmine et DUBOC, Marie, 2019, "Allying beyond social divides: An introduction to contentious politics and coalitions in the Middle East and North Africa", *Mediterranean Politics*, vol. 24, no. 4, p. 399-419.

BRAS Jean-Philippe et GOBE Éric, 2017, « Légitimité et révolution : les leçons tunisiennes de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 142, p. 233-254.

BUNCE Valerie J. et WOLCHIK Sharon L., 2010, "Defeating Dictators. Electoral Change and Stability in Competitive Authoritarian Regimes", *World Politics*, vol. 62, no.1, p. 43-86.

BURGAT François, 2016, *Comprendre l'islam politique*, Paris, éditions la découverte.

FILLIEULE Olivier, 2010, "Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement", *Social Movement Studies*, vol. 9, p. 1-15.

HAFEZ Mohammed M., 2003, "From Marginalization to Massacres: Explaining GIA Violence in Algeria", in WIKTOROWICZ Quintan, (dir.), *Islamic Activism: a Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, p.37-60.

JASPER James M., 2010, "Social Movement Theory Today: Toward a Theory of Action?", *Sociology Compass*, vol. 10, p. 965-976.

JASPER James M. et VOLPI Frédéric, 2018, "Introduction: Rethinking Mobilization after the Arab Uprisings", in VOLPI Frédéric et JASPER James M., (dir.), *Microfoundations of the Arab Uprisings: Mapping Interactions between Regimes and Protesters*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 11-39.

KURZMAN Charles, 2008, "Meaning-Making in Social Movements", *Anthropological Quarterly*, vol. 81, p. 5-15.

KURZMAN Charles, 2004, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press.

KURZMAN Charles, 1996, "Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social-Movement Theory: The Iranian Revolution of 1979", *American Sociological Review*, vol. 61, p. 153-170.

MCADAM Doug, MCCARTHY John D. et ZALD Mayer N., (dir.), 1996, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.

MCADAM Doug, TARROW Sydney et TILLY Charles, 2001, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press.

MUNSON Ziad, 2001, "Islamic Mobilization: Social Movement Theory and the Egyptian Muslim Brotherhood", *Sociological Quarterly*, vol. 42, p. 487-510.

SNOW David A. et BENFORD Robert D., 1992, "Master frames and cycles of protest", in MORRIS Aldon D. et McCLURG MUELLER Carol (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven,

Yale University Press, p.133–155.

TARROW Sidney, 1994, *Power in Movement*, New York, Cambridge University Press.

VOLPI Frédéric et CLARK, Janine A., 2019, “Activism in the Middle East and North Africa in times of upheaval: social networks’ actions and interactions”, *Social Movement Studies*, vol. 18, no. 1, p. 1-16.

VOLPI Frédéric, 2017, *Revolution and Authoritarianism in North Africa*, New York, Oxford University Press.

VOLPI Frédéric, 2013, “Algeria versus the Arab Spring”, *Journal of Democracy*, vol. 24, p. 104-115.

VOLPI Frédéric, 2010, *Political Islam Observed: Disciplinary Perspectives*, New York, Oxford University Press.

WAY Lucan, 2008, “The Real Causes of the Color Revolutions”, *Journal of Democracy*, vol. 19, no. 3, p. 55-69.

WICKHAM Carrie Rosefsky, 2002, *Mobilizing Islam: Religion, Activism, and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press.

WIKTOROWICZ Quintan (dir.), 2003, *Islamic Activism: a Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press.

Notes

1 . L'identification des principaux slogans a été faite de février à juillet 2019 sur la base d'une compilation des reportages de la presse algérienne (papier et en ligne) sur les manifestations. Les sources les plus souvent utilisées en raison de leurs descriptions détaillées de ces événements se trouvent sur les sites suivants : www.echoroukonline.com, elbilad.net et tsa-algerie.com.

Pour citer cet article

Référence papier

Frédéric Volpi, « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », *L'Année du Maghreb*, 21 | 2019, 27-36.

Référence électronique

Frédéric Volpi, « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 05 décembre 2019, consulté le 10 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5039> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.5039

Auteur

Frédéric Volpi

Islamic and Middle Eastern Studies Department and Alwaleed Centre for the Study of Islam in the Contemporary World, University of Edinburgh.

Droits d'auteur



L'Année du Maghreb est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.